

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 28 JANVIER 2013

Nombre de Conseillers : 18

Présents : 12

Pouvoir : 3

L'an deux mille treize et le vingt huit janvier, le Conseil Municipal de la commune de LE THORONET, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Monsieur UVERNET Gabriel, Maire.

PRESENTS : UVERNET Gabriel, Maire, GARCIA Eric, LEBORGNE Sylvie, WEISS Elisabeth, BERGEZ Danielle, Adjoint; MARTIN Alain, BESSONE Eric, LAMBERT CONSTANT Eliane, LACREUSE Brigitte, EGENSCHWILLER Sabine, PELLERIN Annick, BUISINE Serge.

Absents et excusés :

DOTTA Stéphane (pouvoir à BESSONE Eric),

GIROUD Patrick (pouvoir à UVERNET Gabriel),

MATI Chantal (pouvoir à WEISS Elisabeth),

FILERI Grégory,

CAZZOLA Stéphane (arrivé à 19h30),

HILY Guy.

Désignation du secrétaire de séance : Mme Sabine EGENSCHWILLER

Lecture courrier de M. Aymeric-Numa BLANC portant sur sa démission au Conseil Municipal.

Monsieur Le Maire reporte le point n°7 « Rythmes scolaires et choix de la Commune » dans l'attente de la rencontre avec l'Inspecteur d'Académie.

Lecture du compte rendu : Adopté à l'unanimité

Lecture des décisions :

- Contentieux M. CAMOLESE c/ Commune du Thoronet (PC 08313612B0022 M. et Mme GOHET Jean-Marc)
- Contentieux Mme DESMAZIERES c/ Commune du Thoronet et désignation avocats pour la procédure initiée devant la cour d'appel d'Aix en Provence suite au jugement 2012/640 rendu par le T.G.I. de Draguignan.
(Lecture par Monsieur le Maire du jugement du jugement n°2012/640 rendu par le Tribunal de Grande Instance de Draguignan en date du mercredi 31 octobre 2012, « affaire Janine HERAUD épouse DESMAZIERES c/ COMMUNE DU THORONET », condamnant la Commune au versement total de 16 000 euros).

Arrivée de Mme Brigitte LACREUSE à 18h15.

1. CONVENTION CENTRE DE GESTION ET EXAMENS PSYCHOTECHNIQUES

Le Centre de Gestion du VAR propose aux collectivités et établissements qui en font la demande l'organisation des examens psychotechniques prévus aux articles 3 et 4 du décret 2006-1691 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des Adjoints Techniques Territoriaux.

- Le marché a été conclu avec STRIATUM FORMATION le 1^{er} janvier 2012, pour une durée de 12 mois. Il a été reconduit par décision expresse du Président du Centre de Gestion du Var, pour la troisième année consécutive, dans la limite d'une durée totale du marché de 4 ans, et sous réserve des crédits disponibles.

Monsieur le Maire indique que pour continuer de bénéficier de cette mesure, il convient de signer la présente convention.

Après avoir délibéré, Le Conseil Municipal, DECIDE

ARTICLE UNIQUE : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention avec le Centre de Gestion du Var.

Adopté à l'unanimité

2. MODIFICATION DELIBERATION DU 30/10/12 « MODIFICATION DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DES SERVICES DE L'ETAT POUR L'INSTRUCTION DES DEMANDES D'URBANISME »

Considérant que la convention de mise à disposition de la D.D.TM. en date du 3/09/2007 porte sur tous les actes d'urbanisme,

Considérant que la commune est en mesure d'assurer l'instruction des demandes de certificat d'urbanisme de simple information (CUa) et de déclarations préalables,

Considérant la délibération du 30/10/2012 intitulée « Modification de la convention de mise à disposition des services de l'Etat pour l'instruction des demandes d'urbanisme ».

Considérant les remarques du service juridique de la DDTM, portant sur des demandes d'ajustement à cette décision,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De confier, par application de l'article L422-8 du Code de l'urbanisme, à la direction départementale des territoires et de la mer (D.D.T.M), l'instruction des actes relatifs à l'occupation du sol, à l'exception des certificats d'urbanisme de simple information (CU a) et des déclarations préalables.

ARTICLE SECOND : De l'autoriser à signer la convention qui définit les modalités de travail en commun entre le maire, autorité territoriale compétente, et la DDTM, service instructeur.

ARTICLE TROISIEME : Que la présente délibération annule et remplace la délibération du 30/10/2012 précitée.

Adopté à l'unanimité

3. REVISION TARIFICATION PRIX DE LA CANTINE SCOLAIRE

Vu la délibération du Conseil municipal du Thoronet du 06/12/2010 fixant le prix du repas à la cantine scolaire,

Considérant que le prix de revient d'un repas à la cantine est de 5€18,

Monsieur Garcia, Premier Adjoint, Délégué aux Finances expose au Conseil municipal que le service de restauration scolaire des écoles maternelle et élémentaire est un service public géré en régie ou qui peut-être délégué.

La Commune du Thoronet a toujours opéré le choix d'une gestion directe de ce service permettant ainsi de garantir une qualité supérieure à ce que pourrait proposer toute société.

Aujourd'hui, ce service public non obligatoire de par la loi mais indispensable aux familles, connaît une forte croissance d'accueil ; il est dénombré 25 907 repas en 2011.

Ceci conduira à court terme à une nouvelle organisation, des investissements structurels.

Il est nécessaire dès à présent de prendre en considération cette évolution.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, DECIDE

ARTICLE UNIQUE : De porter le tarif du repas de la cantine scolaire pour l'année scolaire comme suivant :

| Public visé | Tarifs à compter de la rentrée scolaire 2013/2014 |
|-------------|---|
| Enfant | 2,70 € |

Adopté à l'unanimité

4. REVISION TARIFICATION PRIX DE L'ACCUEIL PERISCOLAIRE

Vu la délibération du 12 décembre 2009 portant sur les tarifs de la garderie non récurrente et le décompte opéré,

Vu la délibération du 10 octobre 2011 portant révision du tarif de la garderie périscolaire,

Monsieur Garcia, Premier Adjoint, Délégué aux Finances, expose que la municipalité a opéré depuis longtemps le choix de réaliser en régie un service de garderie municipale en période scolaire le matin ainsi que le soir pour les maternelles et primaires.

Considérant le nombre croissant d'enfants inscrits à ce service, et la volonté d'améliorer son accueil, il fut nécessaire en septembre 2008, de scinder le service en deux garderies distinctes pour les 3-6 ans et 7-10 ans, et d'employer un agent supplémentaire. Depuis la rentrée scolaire 2011, ce service requiert la présence d'un troisième agent.

Il convient de prendre en compte ce surcoût dans la fixation des tarifs jusqu'alors appliqués (22 euros par mois avec réduction de 25% dès le 2^{ème} enfant et un forfait de 30 euros pour 10 heures de garderie non récurrente).

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : S'agissant de la garderie récurrente, de fixer le montant de la participation financière mise à la charge des familles des élèves fréquentant la garderie communale à 25 euros par mois ; d'appliquer une réduction de 25% sur le tarif précité pour le tarif individuel à compter du 2^{ème} enfant.

ARTICLE SECOND : S'agissant de la garderie non récurrente, de fixer le montant de la participation financière mise à la charge des familles des élèves fréquentant la garderie communale de manière non récurrente, à un forfait de 33 euros pour 10 heures de garderie, les règles de décomptes demeurant inchangées.

ARTICLE TROISIEME : Que la présente décision prendra effet à compter de la rentrée scolaire 2013.

Adopté à l'unanimité

5. DEMANDE DE D.E.T.R. PLACE LOUIS RAINAUD

Monsieur Le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal la nécessité de réaliser des aménagements Place Louis Rainaud. Ainsi, par délibération du

17/01/2012, l'assemblée délibérante avait sollicité le Conseil général ainsi qu'une subvention exceptionnelle au titre de la réserve parlementaire 2012.

Cette place constitue l'un des principaux lieux de stationnement de la Commune, accueillant les personnes désireuses de se rendre dans les commerces de cette zone tout comme les quelques 6000 visiteurs de l'office de tourisme ; il en va de même des usagers des transports scolaires, (Service public de la compétence du département).

Monsieur le Maire rappelle d'ailleurs que c'est à la demande du Conseil général que l'Assemblée délibérante du Thoronet a dénommé cette place pour l'instauration d'une gare routière.

Le montant prévisionnel des travaux d'élève à 69 599 Euros H.T.

Il propose le plan de financement du projet comme suivant :

| | |
|---|---------------------|
| Subvention exceptionnelle au titre de la réserve parlementaire 2012 | 10 000 euros |
| Subvention Conseil général | 25 000 euros |
| Subvention D.E.T.R. 2013 | 19 999 euros |
| Autofinancement | 14 600 euros |
| Total du budget prévisionnel de l'opération | 69 599 euros |

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De charger Monsieur Le Maire de procéder aux travaux d'aménagement de la place Louis Rainaud.

ARTICLE SECOND : De charger Monsieur Le Maire de réaliser le dossier de demande de subvention D.E.T.R. 2013 auprès de Monsieur Le Préfet du Var pour un montant de 19 999 €.

ARTICLE TROISIEME : de modifier la délibération du 17/01/2012 en conséquence.

Adopté à l'unanimité

6. DEMANDE DE D.E.T.R. REHABILITATION LOGEMENTS COMMUNAUX A VOCATION SOCIALE

Monsieur le Maire expose aux membres de l'assemblée délibérante que la Commune possède au sein du noyau villageois des logements qu'elle attribue aux personnes nécessiteuses, à faible revenus.

De par le constat de la vétusté des ouvertures des dits logements, s'engage un double enjeu, à la fois lié à la sécurisation des personnes (surtout s'agissant des volets dégradés par le temps) mais également à la déperdition énergétique (fenêtres simple vitrage).

Il convient dès lors de procéder au remplacement de quatre fenêtres oscillo-battant, deux vantaux en PVC et douze volets battant aluminium.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève à 15 738 € H.T.

Monsieur le Maire propose le plan de financement du projet comme suivant :

| | |
|--|---------------------|
| Subvention D.E.T.R. 2013 | 12 500 euros |
| Autofinancement | 3 238 euros |
| Total du budget prévisionnel de l'opération | 15 738 euros |

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De charger Monsieur Le Maire de procéder aux travaux de réhabilitation des logements communaux à vocation sociale,

ARTICLE SECOND : De charger Monsieur Le Maire de réaliser le dossier de demande de subvention D.E.T.R. 2013 auprès de Monsieur Le Préfet du Var pour un montant de 12 500 €.

Adopté à l'unanimité

7. PRISE EN CHARGE PAR LA COMMUNE DES INFRACTIONS AU CODE DE LA ROUTE

Vu le code de la route notamment son article R 413-14,

Vu la réponse écrite n° 03697 JO Séant 19/06/2008, p12363,

Considérant qu'un excès de vitesse inférieur à 20km/h a été commis par le conducteur du véhicule immatriculé AX 781 KC de marque Nissan appartenant à la Commune du Thoronet, le 4 janvier 2013 à 9h40, (avis de contravention n° 3529611107),

Considérant qu'il est impossible de déterminer l'identité du chauffeur de ce véhicule, ce dernier étant utilisé par plusieurs agents de la Commune,

Considérant que par suite à cette verbalisation, et demande de justifications auprès des agents il s'est avéré que le véhicule disposait d'un compteur de vitesse défectueux et que les réparations nécessaires auront lieu,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : Que la Commune du Thoronet s'acquittera à titre exceptionnel du montant de l'amende forfaitaire dans les 45 jours qui ont suivi l'avis de contravention n° 3529611107.

ARTICLE SECOND : Que la présente décision ne vaut que pour la contravention sus-visée.

ARTICLE TROISIEME : De charger Monsieur le Maire de mettre en œuvre toute disposition utile pour permettre à l'avenir l'identification des conducteurs des véhicules municipaux.

Adopté à l'unanimité

Arrivée de M. Stéphane CAZZOLA à 19h30

INFORMATIONS DIVERSES

Par M. LE MAIRE

- Projet de location de salle des fêtes et proposition du futur bailleur : location de 407 m², 9€ H.T./m², les travaux seraient à la charge de la Commune.
Il y aurait 20 places de parking disponibles.
La Commission finances se réunira prochainement.
- Devis portant sur la signalétique 2013 sur réglottes et mats laqués (43 000 € HT) .
- Lecture du courrier de la ligue de l'enseignement portant sur l'animation de l'activité cinématographique et le passage au numérique. Monsieur Garcia précise que grâce au changement de technologie pour le numérique, il n'y aura plus de bruit.
- Lecture des cartes de vœux pour l'année 2013.

Par M. Serge BUISINE

- Proposition de changement de trois panneaux d'entrée de ville pour indiquer le jumelage avec la Commune italienne FONTEVIVO. Suggestion de deux présentations.
La question de l'identification de l'appartenance à la Communauté de Communes Cœur du Var sera posée au bureau du Conseil Communautaire du 29/01/2013.

Par Mme Sylvie LEBORGNE

- Concert proposé sur le territoire Communauté de Communes. Les Communes de Besse, Cabasse et le Thoronet ont accepté ce concert gratuit pour les Communes, financé par l'E.P.C.I.
- Le sentier équestre prend forme (barre pour chevaux). Un panneau sera installé au niveau de l'Abbaye. Le pont des Camails sera réhabilité et le chemin entre les Fèvres et les Camails a été nettoyé.

- Rythmes scolaires et présentation de la réforme : 24 heures hebdomadaires, réparties sur 4,5 jours. Nous sommes en attente de la venue de l'Inspecteur Académique du Var.

Par Mme Elisabeth WEISS

- Le site internet de la mairie sera bientôt mis en place.

Par M. Stéphane CAZZOLA

- Compte rendu de la réunion portant sur la signalétique. La question se pose s'agissant de la prévision budgétaire de la somme totale ou la mise en application de la possibilité offerte de réaliser un marché public et confier la gestion à une entreprise qui aurait pour mission la gestion des supports.

Par M. Eric GARCIA

- Tour Méditerranée : course internationale avec les meilleurs. Passage au Thoronet le 10/02/2013.
- Tour du Haut Var : passage le 16/02/2013.

Monsieur Le Maire, Gabriel UVERNET se déclare être candidat à sa propre succession lors des prochaines élections municipales.

Monsieur Le Premier Adjoint au Maire, délégué aux Finances, à la Jeunesse et aux Sports, Eric GARCIA, se déclare être candidat lors des prochaines élections municipales.

Séance clôturée à 20h30.

La secrétaire de séance

Mme Sabine EGENSCHWILLER